

BERLIN point chaud dans le mouvement ouvrier

Depuis plus d'un an de nombreuses crises agitent l'Université Libre de Berlin-Ouest, se cristallisant à partir de décisions de l'administration académique, ces crises allèrent en s'aggravant ; tout d'abord limitées à des conflits entre l'organisation étudiante et la bureaucratie universitaire, elles bénéficient maintenant de la plupart des étudiants d'un soutien plus actif et d'une plus grande participation. Même si le système de cogestion en vigueur à l'Université libre donne à l'Association des étudiants des prérogatives plus importantes que dans la majorité des universités européennes, la nature des problèmes agités au cours de ces conflits successifs n'est pas sans rappeler les problèmes soulevés ici et là dans d'autres universités de Berkeley à la Sorbonne.

L'affaire Kuby

Au mois de mai 1965 de l'année dernière, l'affaire Kuby manifestait à travers une décision du recteur et les discussions qui s'en suivirent, la volonté de l'Association des étudiants de n'être pas seulement formellement représentative du groupe que sont les étudiants et de leur place à l'intérieur de l'Université.

A l'occasion du vingtième anniversaire de la libération du fascisme l'association des étudiants avait décidé d'organiser sur le terrain de l'Université un grand débat sur le thème : «La République fédérale allemande vingt ans après. Restauration ou nouveau départ ? » A ce débat était invité un célèbre polémiste allemand Erich Kuby. Le recteur de l'Université, le professeur Luers, interdit la venue de Kuby. «M. Kuby a offensé l'Université libre ». L'offense remontant à 1958. Kuby avait

proclamé dans un discours à Berlin que l'Université libre ne l'était en fait pas, « le mot libre ayant été seulement choisi en rapport avec l'Université Humboldt de Berlin-Est, dont on cherchait à suggérer le manque de liberté ». Cette interdiction du recteur rencontra l'opposition violente des étudiants, qui au nom de la liberté d'expression, y voyaient un grave précédent, affirmant, par ailleurs, leur volonté d'inviter n'importe qui, n'importe où, n'importe quand. Les slogans des meetings et des manifestations qui se succédèrent étaient clairs : « Pas de muselière à l'Université libre ».

Le Ghetto

Dès le début, l'affaire alla loin : de graves menaces furent proférées contre l'association. Peu à peu, ce n'était plus seulement un décision du recteur qui était mise en cause, mais tout un système de rapports, toute une conception réactionnaire de l'étudiant, qui n'est pas sans similitude avec l'Université française. Les étudiants avaient eux-mêmes défoncé les murs du « ghetto » dans lequel on les enfermait, pour protéger de toute subversion l'apathie politique et le « bien-vivre » allemand. Car en fait, c'était bien de subversion qu'il était question. Le secrétaire fédéral de la S.P.D. l'a clairement montré lorsque, critiquant les étudiants, il les a accusés de combattre « pour Kuby et pour le Vietnam » et non contre le régime d'Allemagne de l'Est. Les positions se durcirent. Un assistant de l'Institut d'études politiques prit publiquement le parti des étudiants. Vivement critiqué il fut renvoyé de l'Université. L'affaire prenait une tournure nationale. On ne parlait plus de subversion on parlait aussi de scandale.

Les cours magistraux

Quelque chose avait bougé dans la pointe avancée du monde libre. Mais en même temps, la contestation des étudiants mûrissait le potentiel revendicatif augmentait, entraînant les étudiants dans des luttes plus importantes posant la question cruciale de la **gestion de l'Université, des rapports professeurs-étudiants dans le cadre de cette gestion, de la crise de l'enseignement** et répondant ainsi concrètement à la question :

« Quel est le rôle d'une association d'étudiants ? ».

Dernièrement l'initiative de l'ASTA (Association des étudiants) de publier dans le journal étudiant des critiques de **cours magistraux** a provoqué des remous.

... « Le cours magistral n'a rien de comparable, dit un article introductif du journal, avec l'essai qu'un professeur peut publier dans une revue scientifique, car il doit dans ce cas-là tenir compte des contre arguments qui lui seront opposés par ses collègues. C'est en ce sens-là qu'il doit être prêt à la critique publique ! ».

... « C'est pour combler l'absence d'institutions sociales permettant la critique publique des cours magistraux que nous publions des critiques de cours... »

La limitation du temps d'études dans plusieurs facultés berlinoises, la « chasse au fumiste » effectuée à Berlin comme elle se fait déjà à Paris a provoqué de violentes réactions de la part des étudiants à qui l'on a à cette occasion refusé de donner leur avis, discuter et décider des mesures à prendre. Un « sit-in » a réuni environ 4.000 étudiants pendant 10 heures dans le hall de l'Université libre, au moment même où siégeait le sénat académique.

Les problèmes universitaires furent discutés par les étudiants, le recteur fut invité à parler devant eux. Des professeurs participèrent à la discussion. La volonté des étudiants d'impulser une discussion publique, nationale sur le problème de la réforme de l'enseignement se manifeste à travers une résolution finale, adoptée par les étudiants rassemblés, et ayant pour objectif principal la mise en place de commissions paritaires étudiants-

professeurs à tous les niveaux de l'Université :

« Nous ne combattons pas seulement pour le droit d'étudier plus longtemps ou pouvoir exprimer plus fortement notre opinion. Cela n'est que la moitié de la chose. Ce qui à notre sens est beaucoup plus en cause, c'est que les décisions qui concernent les étudiants ne peuvent être prises que démocratiquement avec la participation des étudiants. Ce qui est en cause ici à Berlin comme dans la société toute entière c'est un conflit dont l'objet principal n'est pas de plus longues études, ou des congés plus importants mais la destruction d'une domination oligarchique et la réalisation d'une liberté démocratique dans tous les secteurs de la société.

Nous nous opposons à tous ceux qui trahissent de quelque manière que ce soit l'esprit de la constitution, même lorsqu'ils affirment se baser sur elle. C'est en ce sens que la liberté à l'Université est un problème qui dépasse le cadre de l'Université. C'est pour ces raisons que les étudiants voient la nécessité de collaborer avec toutes les organisations démocratiques de la société, afin de réaliser leurs revendications ».

Ce n'est pas seulement cela qui fait de l'Université de Berlin ce point chaud du mouvement étudiant. Autant que leur contenu, c'est la forme des actions qui y sont menées, ce que l'on pourrait appeler l'initiative militante, presque la créativité militante, qui peut nous intéresser. Jouant sans cesse sur les deux tableaux, d'un côté le caractère officiel et représentatif de leur association, de l'autre côté des nécessités syndicales dans l'organisation des actions, les dirigeants de l'ASTA en pratiquant le compromis permanent arrivent en même temps à bénéficier largement de ce statut officiel et à donner un sens politique réel à leurs actions. La pratique de cet équilibre difficile serait vraisemblablement un exemple à étudier et à suivre en France. Nous en reparlerons sans aucun doute.



21-27 LES CAHIERS DE L'U.N.E.F.

Numéro 16

Pages 17 et 18